

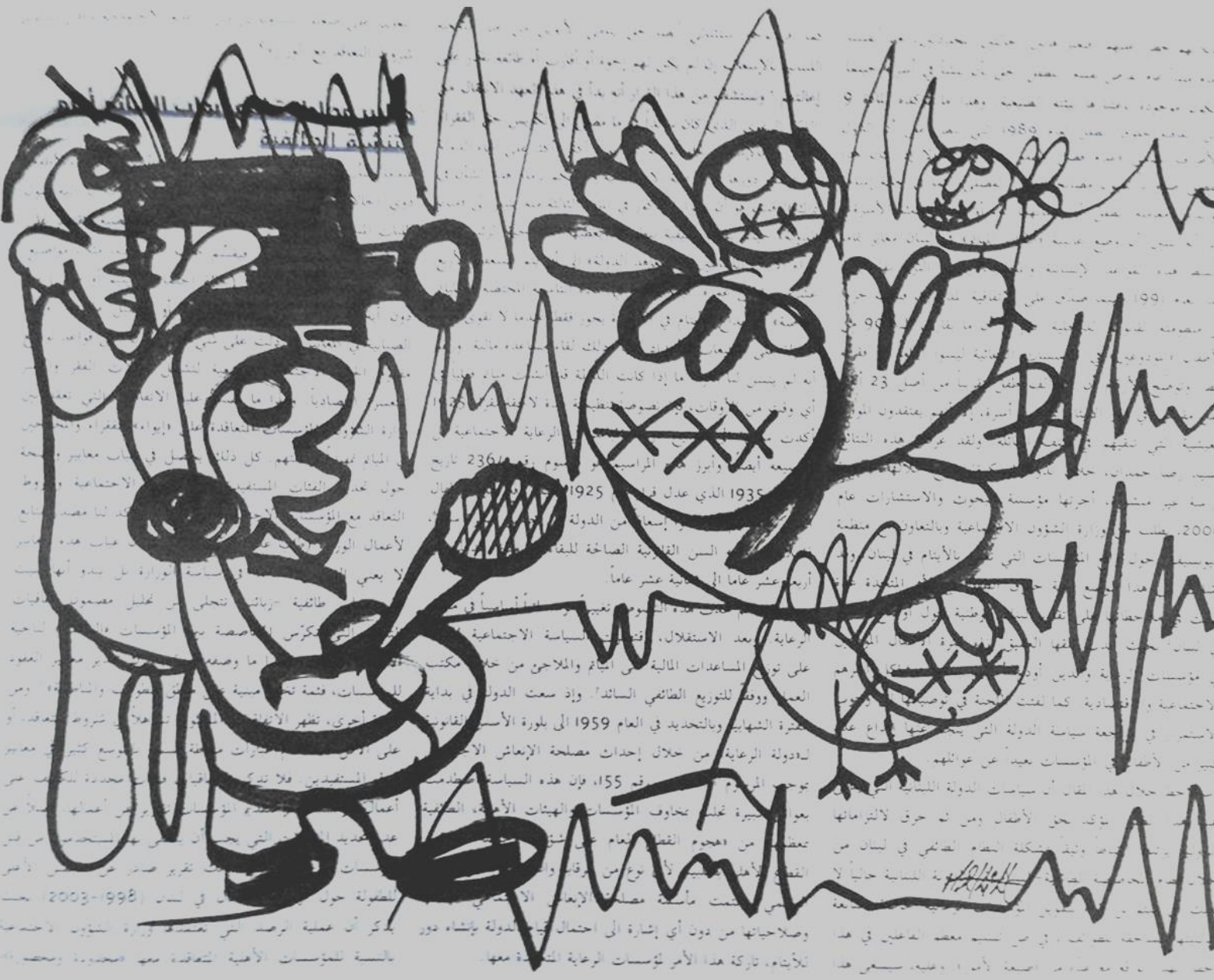



الجمعية التونسية
للدفاع عن الحريات الفردية
Association Tunisienne de Défense
des Libertés Individuelles
Tunisian Association Defending
Individual Liberties

المعرض الأسبوعي للصحافة

LA REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE

THE WEEKLY PRESS REVIEW



Sources	Articles
 <p>26-01-2018 B.L businessnews</p>	<p>Abdelfattah Mourou : L’octroi du nom de famille de la femme à sa progéniture est ridicule !</p> <p>Le vice-président de l’ARP (Assemblée des représentants du peuple) a indiqué que l’octroi du nom de famille de la femme à sa progéniture était une procédure « ridicule », et ce dans un post Facebook publié sur sa page officielle, jeudi 25 janvier 2018. « L’octroi du nom de famille de la femme à sa progéniture est ridicule et contraire aux traditions de la société tunisienne ainsi qu’au système universel. Il s’oppose également aux lois appliquées dans le monde entier. Il représente une approche malsaine qui envisage un nouveau et étrange type de société et qui engendrera par la suite la désorientation des enfants », s’est exprimé M. Mourou. Rappelons que la commission des libertés individuelles et de l’égalité rattachée à la présidence de la République présentera une proposition au chef de l’Etat le 20 février 2018 stipulant que l’individu âgé de 18 ans ou plus pourrait dorénavant choisir d’ajouter le nom de famille de la mère, tout en gardant celui du père.</p>
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 26-01-2018 Rihab Boukhatia huffpostmaghreb b</p>	<p>Al-Azhar critique la Tunisie qui "abaisse la femme" après les annonces sur l'abolition éventuelle de la dot</p> <p>L'institution religieuse sunnite égyptienne d'Al Azhar a condamné les annonces concernant l'abolition de l'institution de la dot, l'égalité en héritage en Tunisie alors que ces questions n'ont pas encore été tranchées dans la commission des libertés individuelles et de l'égalité. Al-Azhar a déjà tranché en fustigeant les fatawas "marginales" qui émanent de la Tunisie, rapporte le journal égyptien "Al bawaba". Mohamed Chahat El Jondi, de l'institution religieuse, estime que la Tunisie "poursuit son abaissement de la dignité de la femme en s'attaquant aux constantes de l'Islam". Pour lui, la dot existe dans le Coran et la Sunna, et il faut baisser son coût et non pas l'abroger. Dans le même contexte, Oussema Abed, de la commission des affaires religieuses du Parlement égyptien considère que l'annulation de la dot conduirait à affaiblir l'institution du mariage. Le religieux d'Al-Azhar comme le député égyptien appellent la Tunisie à tenir compte des fatwas d'Al-Azhar, seule référence en la matière, selon eux. Ils appellent également à une campagne d'Al-Azhar pour contrer les fatwas "marginales". À noter que ce n'est pas la première fois qu' Al-Azhar intervient dans la politique tunisienne en matière de réformes sociétales. Les propositions de Béji Caid Essebsi sur l'égalité dans l'héritage et le mariage à un non musulman ont donné lieu à des réactions hostiles de leur part. L'institution de la dot est considérée par la députée et présidente de la commission des libertés individuelles et de l'égalité, Bochra Bel Haj Hmdia comme une atteinte à la dignité de la femme. Cette institution conditionne la consommation du mariage par l'acquittement du mari d'une dot en</p>

faveur de sa femme (article 13 du CSP). La femme peut refuser de consommer son mariage si son mari n'a pas donné la dot. "Ceci est rabaissant pour la femme, assimilée à une marchandise que l'on vend!", a-t-elle fustigé, en précisant que les discussions se focalisent, non pas sur la dot, mais sur le fait de lier la consommation du mariage à son paiement. Quant à la présidente de l'association tunisienne des Femmes Démocrates, Monia Ben Jémia, elle pointe de doigt la charge symbolique pernicieuse de la dot. "Une fois la dot payée, cela sous-entend que l'homme peut contraindre sa femme à consommer le mariage, c'est une incitation claire au viol conjugal", a-t-elle déploré. Et d'ajouter: "Payer pour pouvoir consommer le mariage relève d'un acte d'achat de la femme" a-t-elle souligné.



25-01-2018
mosaïquefm

Distribution de livres sur l'évangélisation : ouverture d'une enquête

Les services de la protection de l'enfance ont ouvert une enquête concernant la distribution de livres sur l'évangélisation à des enfants par des étrangères à Tataouine. Ces femmes, d'origine asiatique, ont offert des livres chrétiens à un groupe d'enfants, originaire de cité el Abbes ainsi que des bonbons, d'après notre correspondante.



26-01-2018
shemsfm


UA: Plus de 12.700 migrants illégaux rapatriés de Libye au cours des deux derniers mois

L'Union africaine (UA) a révélé vendredi que quelque 12.708 migrants africains avaient été rapatriés de Libye en moins de deux mois. Selon l'UA, les migrants africains signalés ont été rapatriés depuis le 5e sommet Union africaine-Union européenne (UA-UE) qui s'est tenu les 29 et 30 novembre 2017 à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Amira Elfadil Mohammed, Commissaire aux affaires sociales de l'UA, a déclaré lors d'un point de presse en marge du 30ème sommet de l'UA, qui se tient du 22 au 29 janvier à Addis-Abeba, capitale de l'Ethiopie, que près de 4.000 migrants ont été rapatriés par les pays membres de l'UA, tandis que le reste a été ramené au pays d'origine avec l'aide de l'Organisation internationale pour les migrants (OIM). Selon A. Mohammed, environ 700.000 migrants africains sont actuellement en Libye en difficulté, dont la majorité sont des migrants légaux qui étaient entrés dans le pays avant l'effondrement de l'ancien dirigeant libyen Mouammar Kadhafi en 2012. Le commissaire a souligné que la situation compliquée en Libye est en train de créer des ravages car certains des 54 centres de détention qui sont opérationnels en Libye sont contrôlés par des milices armées et des groupes criminels, au lieu des autorités libyennes. Elle a également révélé que les migrants, originaires de 30 Etats membres africains, sont victimes de trafiquants illégaux, qui ont des réseaux dans presque tous les pays touchés. Des migrants africains auraient fait face à des menaces d'esclavage en Libye, où des migrants africains bloqués ont été vendus comme esclaves pour seulement 400 dollars américains.

مقالات باللغة العربية	
 26-01-2018 alchourouk	<p>تونسيون عالقون بلمبيدوزا الايطالية يدخلون في اضراب جوع ويرفضون العودة الى تونس</p> <p>عد اكثر من اربعين تونسيا علقين بجزيرة لمبيدوزا الايطالية الى الدخول في اضراب جوع وخطا فواهم والاعتصام امام كنيسة "مادري دي لمبيدوزا " حسب بيان لوكالة الانباء الايطالية (ASNA) حيث صرح المضربون عن الطعام بانهم يرفضون العودة الى تونس . هذا وطالبت جمعية فورزا تونس الحكومة التونسية بالتدخل العاجل والفوري من اجل حل معضلة التونسيين العالقين بجزيرة لمبيدوزا .</p>
 26-01-2018 shemsfm	<p>وزارة التربية تمنع منعاً باتاً تخصيص أقسام وفضاءات تعتمد إلى الفصل بين الإناث والذكور</p> <p>منعت وزارة التربية "منعاً باتاً " تخصيص أقسام أو فضاءات للإناث وأخرى للذكور أو تعتمد الفصل بين المتعلقات والمتعلمين بأي وجه كان في الفصول أو في قاعات المراجعة أو في الساحات أو في الملاعب الرياضية أو في المركبات الثقافية، وفق ما ورد في منشور صادر عن الوزارة مؤخراً. وشددت الوزارة ضمن المنشور الذي تم توجيهه إلى المندوبين الجهويين للتربية ومديري المؤسسات التربوية الابتدائية والاعدادية والثانوية، العمومية والخاصة، على أن كل مخالفة لهذه الأحكام تمثل خطأ تأديبياً فادحاً موجبا لمباشرة الإجراءات التأديبية ضد مرتكبيه وفقاً للقوانين والتراتيب الجاري بها العمل. ويأتي هذا المنع، حسب نص المنشور، على خلفية ما تمت ملاحظته من تجاوزات على مستوى تطبيق أحكام الفصل 21 من الدستور والفصلين 1 و8 من القانون التوجيهي عدد 80 لسنة 2008 المؤرخ في 23 جويلية 2002 المتعلق بالتربية والتعليم المدرسي والتي تنص على عدم التمييز على أساس الجنس. ودعت الوزارة مديري المدارس الابتدائية والإعدادية والمعاهد الثانوية ومديري المؤسسات التربوية الخاصة، إلى عدم اتخاذ إجراءات تخالف مقتضيات هذا المنشور ومعاينة كل مخالفة لأحكامه واتخاذ الاجراءات اللازمة في حق مرتكبيها من جهة والمندوبين الجهويين للتربية للحرص على ضمان تطبيق مقتضياته بكامل الدقة من جهة ثانية.</p>
 26-01-2018 mosaiquefm	<p>نواب من الكتلة الديمقراطية يسحبون توقيعاتهم من مبادرة لتجريم التطبيع</p> <p>سحب ستة نواب من الكتلة الديمقراطية توقيعاتهم المتعلقة بالنظر في مبادرة تشريعية ثانية بخصوص تجريم التطبيع وذلك بهدف إسقاط هذه المبادرة، حسب تصريح النائب عن الكتلة سالم الأبيض. واعتبر الأبيض أنّ أصحاب المبادرة الثانية قاموا بمناورة سياسية للالتفاف على مشروع القانون الأصلي المقدم في الغرض.</p>

Le 25-01-2018

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
 25-01-2018 S.H businessnews	<p>La lettre d'indignation de Samir El Wafi</p> <p>L'animateur Samir El Wafi a transmis une lettre, via son avocat, adressée à l'opinion publique, dans laquelle il a exprimé son grand choc à la suite de la décision rendue hier, mercredi 24 janvier 2018, par la Chambre des mises en accusations. « Je demeure en prison malgré le fait que le juge d'instruction ait classé l'affaire en ce qui concerne le blanchiment d'argent après une vérification très minutieuse de tous mes comptes et ceux des membres de</p>

ma famille », peut-on lire dans une publication de son épouse ce soir. El Wafi ajoute que « malgré l'arrangement à l'amiable aboutissant au désistement de la plaignante et alors que de gros bonnets sont en liberté tout en étant poursuivis pour blanchiment de sommes colossales d'argent, je continue à croupir en prison depuis plus de sept mois pour le même délit, pourtant classé par le juge d'instruction au Pôle judiciaire financier » Et de conclure qu'il « adresse ses remerciements à tous ceux qui l'ont soutenu, même à demi-mots, plus précisément à sa famille et son épouse... »

AL HUFFINGTON POST

MAGHREB - TUNISIE

25-01-2018

Claire Tervé

huffpostmaghre

[b](#)

"Bande de bi*es", la pub très crue contre les agressions sexuelles

"Un bon coup dans les couilles, c'est tout ce qu'il méritait". Des phrases choc pour des images choc; "Bande de bites" est un spot publicitaire créé pour l'application Handsaway, qui aide les femmes à lutter contre les agressions sexistes. En fond sonore, des témoignages de femmes, victimes de harcèlement et/ou de violences dans la rue. En image, des pénis en chasse. La vidéo peut "choquer un public non averti", est-il annoncé au début de la vidéo, visible en tête d'article. En effet, si les premières images du spot publicitaire illustrent une soirée animée dans un bar, la suite est beaucoup plus surprenante: trois pénis se détachent de leurs propriétaires et se ruent hors du bar pour entamer une chasse dans la ville. "Au début ça allait, c'était quelques regards, ça draguait gentiment, mais comme je ne les ai pas calculé, ça a dérapé", commente une jeune femme dans un premier témoignage. Au fur et à mesure que les trois appendices poursuivent leurs course effrénée -tout juste ralentie pour pouvoir profiter du moindre orifice à leur portée- les témoignages se succèdent, de plus en plus forts, de plus en plus frappant. Avant que les trois pénis ne disparaissent, à la poursuite d'un chien errant. "82% des Françaises ont subi le harcèlement de rue avant leurs 17 ans. Continuons à dénoncer les agissements de cette minorité d'hommes dont sont victimes une majorité de femmes", conclut le spot publicitaire. HandsAway est une application lancée en octobre 2016 qui permet d'alerter, de témoigner et d'échanger autour des agressions sexistes, de la remarque ou l'insulte à l'agression sexuelle en passant par un regard trop insistant.

mosaïque fm

25-01-2018

mosaïquefm

Sidi Bouzid: Arrestation de 6 individus pour incitation au terrorisme

Six individus ont été arrêtés dans la délégation de Sidi Ali Ben Aoun, gouvernorat de Sidi Bouzid pour apologie et incitation au terrorisme. Agés entre 21 et 27 ans, ces individus sont soupçonnés d'appartenir à une cellule " takfiriste " de 9 membres, a précisé le département dans un communiqué. Selon les premiers éléments de l'enquête, les suspects ont fait allégeance à l'organisation terroriste " Daech " et avoué leur contact permanent avec des éléments terroristes, établis en Libye et en Syrie. Ils auraient tenu des réunions secrètes dans une mosquée de la région pour encourager les jeunes à rejoindre les groupes terroristes dans les zones de conflit, lit-on dans le même communiqué. Le ministère public a ordonné de placer les six suspects en garde à vue et d'engager des poursuites judiciaires à leur rencontre pour

suspicion d'affiliation à une organisation terroriste. Des avis de recherche ont été émis contre trois autres individus, apprend-on de même communiqué de presse.



25-01-2018
[shemsfm](http://shemsfm.com)

Néji Bghouri: l'idée d'un retour de l'ATCE est grave

Le président du Syndicat national des journalistes tunisiens, Néji Bghouri, trouve que le fait de parler d'un retour de l'Agence tunisienne de communication extérieure est "grave" et "catastrophique" sur la presse et la démocratie en Tunisie. Le président du SNJT s'exprimait, jeudi, dans une déclaration de presse à l'issue d'une séance d'audition des représentants du SNJT et de l'Association Article 19 par la Commission des droits, des libertés et des relations extérieures au sein de l'Assemblée des représentants du peuple. Le SNJT et Article 19 ont été conviés pour présenter leurs avis sur le projet de loi relatif à la communication audiovisuelle. Il a déclaré rejeter totalement cette idée, rappelant l'amère expérience de l'Agence tunisienne de communication extérieure qui a "mis la main sur les médias et participé à l'établissement d'un régime totalitaire". Et de relever qu'il est tout à fait légitime, pour l'Etat tunisien, d'avoir une vision et une stratégie promotionnelle à l'échelle nationale et internationale, soit pour le tourisme, soit pour l'investissement extérieur. Il a, toutefois, ajouté que les ministères du Tourisme et des Affaires étrangères détiennent les structures et les moyens nécessaires pour réaliser cette mission, a-t-il dit. Neji Bghouri a, par ailleurs, souligné l'absence d'une politique publique des médias. Le conseiller politique de la Présidence de la République, Noureddine Ben Ticha, avait déclaré dernièrement que le débat est en cours entre les membres du gouvernement et en coordination avec les ministères du Tourisme et des Affaires étrangères au sein du gouvernement pour une restructuration de l'Agence tunisienne de la communication extérieure



مقالات باللغة العربية



25-01-2018
[alchourouk](http://alchourouk.com)


سيدي علي بن عون: الكشف عن خلية تكفيرية توزع مطويات ذات منحنى تكفيري بالمؤسسات التربوية

أفادت وزارة الداخلية في بلاغ لها قبل قليل ان فرقة الأبحاث والتفتيش بمنطقة الحرس الوطني بسيدي بوزيد تمكنت من الكشف عن خلية تكفيرية بمعتمدية سيدي علي بن عون تتكوّن من 9 عناصر أعمارهم تتراوح بين 21 و27 سنة من بينهم من سبق تورّطه في قضايا ذات صبغة إرهابية ومن كان بسوريا ضمن الجماعات الإرهابية. كما بيّنت التحريات أن عناصر الخلية بايعوا ما يُسمّى بتنظيم "داعش" الإرهابي ويتولون تمجيد أعماله الإرهابية يقومون بتوزيع مطويات ذات منحنى تكفيري بصفة سرية ببعض المؤسسات التربوية وتنظيم لقاءات بأحد الجوامع بالجهة بين صلاتي المغرب والعشاء لإستقطاب الفئة الشبابية لتبني الفكر التكفيري والعمل على إقامة ما يُسمّى بـ "دولة الخلافة" بتونس وتحريض الشباب على التحوّل إلى ليبيا وسوريا للانضمام إلى الجماعات الإرهابية ودعوتهم إلى استهداف "الطواغيت" في إشارة إلى الوحدات الأمنية والعسكرية. وبمراجعة النيابة العمومية أذنت للفرقة المذكورة بالإحتفاظ بعدد 06 من عناصر الخلية ومباشرة قضية عدلية في شأنهم موضوعها "الاشتباة في الانضمام إلى تنظيم إرهابي" وإدراج عدد 03 عناصر في الخلية بالتفتيش والمسعاي حثيثة من قبل وحدات الحرس الوطني لإلقاء القبض عليهم واتخاذ الإجراءات القانونية في شأنهم.

 <p>25-01-2018 shemsfm</p>	<p style="text-align: right;">ترامب يعتذر عن نشره تغريدة عنصرية</p> <p>اعتذر الرئيس الأمريكي دونالد ترامب عن إعادة نشره تغريدة صادرة عن حركة "بريطانيا أولا" العنصرية وشدد على أنه لم يكن يعلم شيئا عن هذه المنظمة. وبرر ترامب، في مقابلة أجرتها معه قناة ITV البريطانية على هامش منتدى دافوس الاقتصادي العالمي أمس الخميس والتي ستبث بالكامل الاثنين المقبل، إعادة نشره تلك التغريدة في نوفمبر الماضي بتمسكه بمكافحة الإرهاب الإسلامي، مؤكدا أنه لا يرحب بـ"العنصريين الفظيعين". وأشار ترامب إلى أن إعادة نشره تغريدة الحركة العنصرية لم تكن قضية مدوية في الولايات المتحدة، واصفا نفسه بـ"الشخصية الأقل عنصرية".</p>
 <p>25-01-2018 mosaiquefm</p>	<p style="text-align: right;">مشروع قانون سيمكّن المرضى من اتخاذ القرارات الطبية</p> <p>أعلنت رئيسة لجنة التفكير المكلفة بإعداد مشروع القانون لدى وزارة الصحة هاجر تينسة، عن مشروع قانون حقوق المرضى والمسؤولية الطبية، مؤكّدة أنّه سيضمن مشاركة المريض في اتخاذ القرارات الطبية وذلك بالارتكاز على حقه في الإعلام، وسيمكنه من الانتفاع بحق النفاذ إلى المعلومة والموافقة على العلاج.</p>

Le 24-01-2018

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
 <p>24-01-2018 N.B businessnews</p>	<p>Walid Zarrouk devant le juge : Je ne fais plus confiance à la justice, j'arrête de parler !</p> <p>Le syndicaliste sécuritaire Walid Zarrouk a comparu, ce mercredi 24 janvier 2018, devant la 14ème chambre de la Cour d'appel de Tunis dans trois affaires différentes. Le sécuritaire était parmi les prisonniers, mais comparaisait techniquement en état de liberté puisqu'il a été relaxé, en première instance, dans les trois affaires de ce jour. Il s'agit de plaintes déposées par un directeur de prison, par le blogueur islamiste controversé Maher Zid (qui se présente comme journaliste) et par Sofienne Selliti, magistrat et porte-parole du ministère de la Justice. Les trois affaires sont liées à des publications Facebook. En tenue sportive, Walid Zarrouk s'est présenté devant le juge le moral gonflé à bloc, sûr de son bon droit et certain de son innocence. Après lecture des griefs, et après lui avoir rappelé qu'il a obtenu des non-lieux, le juge a donné la parole au prévenu. L'occasion pour celui-ci de rappeler les innombrables recours judiciaires déposés contre lui, l'injustice qui le frappe, et la justice qui laisse des corrompus notoires et des falsificateurs en liberté. Il s'est étalé longuement sur les cas de Maher Zid et du directeur de la prison en indiquant que l'un n'est qu'un agent de renseignement qui travaille pour un service étranger et qui a falsifié par le passé des documents et que l'autre est un corrompu. « Je n'ai fait qu'exposer des dossiers au public, j'ai déposé les dossiers de ces personnes à la justice, mais la justice ne les a pas poursuivis ». Face à son élan, le juge lui a rappelé l'objet du procès en cours qui n'a rien à voir avec ce qu'il raconte et qu'il ne fait que pencher sur un dossier judiciaire et en aucun cas une affaire politique. Walid Zarrouk a continué de plus belle, coupant plus d'une fois la parole au juge, frisant carrément l'outrage à magistrat. « Si j'en parle aujourd'hui, monsieur le président, c'est</p>

qu'on m'a toujours empêché de parler dans mes procès ! Laissez-moi parler !». Le juge a beau se montrer compréhensif et patient (et pas qu'avec Walid Zarrouk d'ailleurs), mais il a dû lui rappeler, une nouvelle fois, l'objet du procès en cours en demandant au prévenu de déposer les recours nécessaires devant les juridictions concernées et non à ce tribunal. « Je ne fais plus confiance à la justice, j'arrête de parler ! », s'est alors exclamé le syndicaliste. Le juge a donné ses instructions sur l'une des affaires, mais il est revenu à la charge pour interroger l'accusé s'il compte poursuivre son silence sur les deux autres affaires aussi. Walid Zarrouk s'est ravisé pour continuer encore de plus belle en rappelant son bon droit et son militantisme pour lutter contre la corruption, mais il se trouve prisonnier depuis un an et demi et dans la position de l'éternel poursuivi. Le juge donne filament la parole à la défense, représentée par un seul et unique avocat, Mohamed Naceur Laâouini. Walid Zarrouk a beau militer contre la corruption et la suprématie de la justice, il n'y avait aucun parti ou représentant de parti et encore moins des ONG pour le défendre. Surprise, Me Laâouini n'a pas pu examiner les dossiers du procès en cours. « J'ai demandé à voir mon client depuis plusieurs jours, mais on m'a empêché de le voir et d'examiner ces affaires », a indiqué l'avocat en demandant le report du procès. Le juge accède à la demande de l'avocat, Walid Zarrouk reviendra à sa geôle, puis à la prison.

AL HUFFINGTON POST

MAGHREB - TUNISIE

24-01-2018

Jessica Dubois

huffpostmaghre

[b](#)

Avec #Where_is_she, les Iraniens demandent la libération d'une jeune femme ayant ôté son voile

Elle est parfois surnommée "la fille de la révolution". Fin décembre, cette jeune femme décidait de protester contre le port du voile obligatoire en Iran en montant sur un promontoire d'une des principales avenues de Téhéran: l'avenue Enghelab, qui signifie révolution en persan. Elle a attaché son foulard blanc à un bâton et l'a agité devant la foule. Depuis, elle a disparu. Beaucoup pensent qu'elle a été emprisonnée. Son image, qui a beaucoup tourné sur les réseaux sociaux, est devenu un symbole de la protestation contre le voile obligatoire. Et les Iraniens, qui, depuis plusieurs mois, manifestent contre le port du voile obligatoire en portant un hijab blanc chaque mercredi, réclament sa libération en vidéo avec le hashtag #Where_is_she sur Twitter,

mosaïque fm

24-01-2018

mosaiquefm

Arrestation de 38 personnes à Gafsa sur fond des récentes émeutes

Trente huit personnes ont été arrêtées, depuis le 8 janvier 2018 jusqu'au week-end dernier, dans plusieurs villes de la région de Gafsa, suite aux derniers mouvements de protestation contre la hausse des prix, la nouvelle loi des finances et les résultats de la quatrième tranche du concours de recrutement à la Compagnie des phosphates de Gafsa, d'après une source de la Garde nationale. Ces personnes ont été interpellées à El Guettar, Metlaoui, Redeyef, El Ksar et Mdhilla, pour entrave à la liberté du travail, obstruction de la voie publique, destruction de biens publics et privés (incendie du bureau des recettes des finances et du commissariat à El

Guettar, saccage des équipements de l'entrepôt municipal), attaque au cocktail Molotov contre un poste de police à Mdhilla et agression contre un fonctionnaire en exercice. Deux gardes nationaux ont été blessés lors de ces incidents.



24-01-2018
shemsfm

Nabeul : arrestation d'un recherché condamné à 123 ans de prison

Les unités de la garde nationale à Nabeul, ont arrêté, lors d'une campagne sécuritaire, 124 personnes recherchées, dont une qui fait l'objet de 9 mandat de recherche et condamnée à 123 ans de prison. Selon une source sécuritaire au correspondant de Shems dans la région, 600 PV ont été rédigés et 8 voitures ont été saisies. Une descente a été aussi effectuée dans une usine clandestine à Grombalia. 600 kg de tabac ont été saisis.

RÉALITÉS
MEDIASAFARI INDEPENDANT - FONDÉ EN 1999 *Online*
24 - 01 - 2018
realites

Pour propos homophobes, Amine Gara perd son contrat avec Total

L'animateur de Mosaique Fm, Amine Gara a perdu son contrat avec l'entreprise pétrolière et gazière française, TOTAL et ce pour avoir prononcé des propos homophobes au cours de son émission Chellet Amine. En effet, l'association Mawjoudin (We exist) a signalé à l'entreprise française les propos de Amine Gara et de Wassim Migalo selon lesquels, les deux animateurs se moquaient de la communauté LGBT. Les internautes se sont déchaînés contre l'animateur d'Attassia, dont certains ont affirmé qu'ils n'ont connu cet animateur qu'à travers les panneaux publicitaires de TOTAL. D'autres internautes, ont, par contre critiqué l'entreprise, estimant que Amine Gara et Migalo ont aussi la « TOTALE » liberté de s'exprimer sur quoique ce soit.

مقالات باللغة العربية



24-01-2018
منى البوعزيزي
alchourouk

غضب في الملاسين: خطف طفلة الـ14 سنة وابتزاز والدتها

علمت «الشروق» من مصدر مطلع أن منحرفا خطيرا في 25 من عمره قام بخطف طفلة 14 سنة وأصبح يهدد والدتها إن أعلمت وحدات الامن كما تم مساء أمس القبض على والده بعد أن تبين تورطه في الجريمة ... وقامت مساء أمس وحدات الشرطة العدلية بالسيجومي من القبض على والد المتهم بعد ان تبين انه متورط في عملية ابتزاز والدة الطفلة هذا بالاضافة الى حجز تسجيل هاتفي يدين الاب وابنه وأكد مصدرنا انه تم مداومة منزل المتهم ولكنه تمكن من الفرار.

الخطف

وانطلقت جريمة الخطف يوم الجمعة الفارط حيث أكدت والدة الضحية ان ابنتها ذات 14 سنة مفقودة من منزل عائلتها منذ خمسة أيام وبعد ساعات من خطفها اتصل بها المتهم وهو منحرف في 25 من عمره وصار بشأنه منشور تفتيش وطلب منها عدم إعلام وحدات الامن بالمنطقة. وأضافت انه بعد مرور يومين من عملية الخطف اتصل بها المتهم وأكد له أنه مستعد للزواج من ابنتها حتى لا يتعرض للسجن مؤكدة أن والديه متورطان في خطف ابنتها خاصة بعد ان اتصلا بها وطلب منها الموافقة على طلب ابنتها حتى لا يدخل السجن مهددين إياها بالانتقام منها في صورة رفضها لطلبهم انتشرت أمس وحدات الامن الوطني بالسيجومي في كل الاماكن التي من الممكن ان يتواجد فيها المتهم سواء داخل المنطقة او خارجها وتم تطويق منزل عائلته هذا بالاضافة الى القبض على والده بعد استشارة النيابة العمومية وأثناء عملية البحث عن المتهم تم

القبض على عناصر إجرامية متورطة في عمليات سطو وسرقات و«براكاجات» ضد سواق تاكسي وطلبة ومتوافدين على السوق.



24-01-2018

shemsfm

فرنسا: قانون يسمح للمواطنين بالخطأ لأول مرة دون عقاب

صادق البرلمان الفرنسي على قانون جديد يعفي المواطنين من الحساب على الأخطاء التي يقترفونها دون سابقة. ويشترط التشريع الجديد الذي تمت المصادقة عليه أول أمس، إثبات حسن نية المواطن الذي ارتكب الخطأ، وسيكون على السلطات التحقق وتوفير أي أدلة تثبت عمد مرتكبي الأخطاء في حالات الإدانة. ولن يُطبق القانون الجديد على ذوي السجلات الإجرامية السابقة أو المتهمين في حوادث تزوير، كذلك يستثني العاملين بمجال الخدمات الصحية العامة والبيئة والأمن من حق الانتفاع به. وتأتي المصادقة ضمن حزمة من القوانين التي وعد بها الرئيس الفرنسي إيمانويل ماكرون الناخبين.


بن غربية: الحكومة وفت بوعدها بخصوص تجريم العنصرية

أعلن وزير العلاقة مع الهيئات الدستورية والمجتمع المدني وحقوق الإنسان المهدي بن غربية أن حكومة الوحدة الوطنية أوفت بالوعد وأحالت مشروع القانون الأساسي المتعلق بالقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري أمس الثلاثاء 23 جانفي 2018 على مجلس نواب الشعب، وذلك بمناسبة ذكرى مرور 172 سنة عن إلغاء العبودية في تونس. وأعرب خلال لقاء نظمه الجمعية التونسية لمساندة الأقليات بالتعاون مع عدد من الجمعيات الممثلة للجانبات الإفريقية في تونس تحت شعار "قانون للحماية، ثقافة للتطور" عن الأمل في الانتهاء من مناقشة هذا القانون والتصديق عليه قبل الواحد والعشرين من مارس المقبل الموافق لليوم العالمي لمناهضة التمييز العنصري. وأكد الوزير أن مشروع هذا القانون الأساسي الذي تم اعداده بشكل تشاركي مع مكونات المجتمع المدني يتضمن علاوة على تعريف الفعل التمييزي وتجريمه جملة من الإجراءات والآليات والتدابير الوقائية والحماية وكذلك الجزية والعقابية بهدف القضاء على جميع أشكال التمييز العنصري ومظاهره، ملاحظاً أن تونس تنفرد بإقرار هذا القانون على المستوى العربي. وأضاف بن غربية أن القانون هام ولكنه لا يكفي منفرداً للقضاء الفعلي على كافة أشكال التمييز العنصري، مؤكداً أن حكومة الوحدة الوطنية ستعمل على ضبط سياسات وخطط عمل كفيلة بالوقاية من مظاهر وممارسات التمييز العنصري والتصدي لها ونشر ثقافة حقوق الإنسان والمساواة وقبول الآخر، مع اتخاذ كل التدابير لتنفيذ ذلك في جميع القطاعات خاصة الصحة والتعليم والتربية والثقافة والرياضة والإعلام، وفق تعبيره. ودعا الوزير مكونات المجتمع المدني والفاعلين السياسيين وقطاع الاعلام ومؤسسات التنشئة لمضاعفة جهودها قصد التصدي للتمييز العنصري، مؤكداً أنه سيتم بعد المصادقة على مشروع القانون إرساء لجنة وطنية تسمى "اللجنة الوطنية لمناهضة التمييز العنصري" تُعنى بجمع ومتابعة مختلف المعطيات ذات العلاقة وبتصوّر واقتراح الاستراتيجيات والسياسات العمومية الكفيلة بالقضاء على جميع اشكال التمييز العنصري يتم إلحاقها بالوزارة المكلفة بحقوق الإنسان. وكان رئيس حكومة الوحدة الوطنية يوسف الشاهد قد أذن يوم 26 ديسمبر 2016 بمناسبة إشرافه على المؤتمر الوطني ضد التمييز العنصري، غداة الاعتداء على طلبة من جنوب الصحراء بدوافع التمييز العنصري، بالعمل على إعداد نصّ قانوني يجرّم التمييز العنصري ويقدم الحماية للضحايا من كل أشكال هذه الانتهاكات.



24-01-2018

mosaiquefm

Sources	Articles
 <p>23-01-2018 I.N businessnews</p>	<p>Hatem Ben Salem interdit toute séparation filles-garçons dans les espaces éducatifs</p> <p>Le ministre de l'Education nationale, Hatem Ben Salem, a interdit, dans une note de service datée de ce 23 janvier 2018, toute séparation entre les deux sexes dans les classes ou dans tout espace éducatif. Cette note intervient suite à plusieurs dépassements constatés. Toute entrave de ces directives entrainera des sanctions administratives immédiates contre les contrevenants. Cette note de service vient en application de l'Article 21 de la Constitution ainsi que l'article 1 et 8 de la Loi N°80 de 2002 relatif à l'éducation et à l'enseignement.</p> <p>La note à consulter ici</p>
<p>AL HUFFINGTON POST <small>MAGHREB - TUNISIE</small> 23-01-2018 Rihab Boukhayatia huffpostmaghre b</p>	<p>Après la polémique: Qu'en-est-il de l'abrogation de la dot, l'égalité dans l'héritage...? L'éclairage de Bochra Bel Haj Hmida</p> <p>La commission des libertés individuelles et de l'égalité, mise en place par le président de la République pour harmoniser les lois avec la Constitution, devrait rendre son rapport final le 20 février. Entre temps, les "fuites", déclarations et polémiques fusent autour de ses travaux. La présidente de ladite commission, Bochra Bel Haj Hmida était l'invité, mardi, de La Matinale sur les ondes de Shems FM pour clarifier la situation. La députée a expliqué que les réformes qui seront proposées engloberont aussi bien le Code de Statut Personnel (CSP), que le code pénal, le code des obligations et des contrats, etc. Environ 25 propositions seront rendues et qui touchent plusieurs sphères. "Le but étant la mise en adéquation avec la Constitution", a-t-elle lancé. Concernant les annonces sur l'abolition de l'institution de la dot, de laisser le choix à la femme pour l'égalité dans l'héritage, ou encore la possibilité pour la mère d'octroyer son nom de famille à son enfant, relayées par certains médias, Bochra Bel Haj Hmida a révélé que rien n'est encore définitif au sein de la commission: "Sur l'égalité dans l'héritage par exemple, quatre propositions ont été faites", a-t-elle affirmé. Et d'ajouter: "Rien n'est d'ailleurs définitif tant que le président de la République n'a pas adopté" ces propositions. Sur la possibilité pour la femme de refuser l'égalité dans l'héritage, la députée a expliqué que la possibilité de jouir d'un droit ou d'y renoncer existe dans le droit civil: "Rien ne t'oblige de bénéficier de ton droit mais on ne doit pas priver celles qui souhaitent l'égalité", a-t-elle renchérit. Autre mesure qui a fait couler beaucoup d'encre, l'abrogation de l'institution de la dot qui conditionne la consommation du mariage par l'acquiescement du mari d'une dot en faveur de sa femme (article 13 du CSP). La femme peut refuser de consommer son mariage si son mari n'a pas donné la dot. "Ceci est rabaissant pour la femme, assimilée à une marchandise que l'on vend!", a-t-elle fustigé, en précisant que les discussions se focalisent, non pas sur la dot, mais sur le fait de lier la consommation du mariage à son paiement. Une mesure acquiert l'unanimité à la</p>

commission d'après la députée, celle relative à l'époux étranger d'acquérir la nationalité tunisienne à travers le mariage avec une Tunisienne. "L'épouse tunisienne obtient la nationalité de son époux par le mariage, on souhaite que ça soit possible pour les maris étrangers qui sont dans des situations délicates en Tunisie et sont obligés de renouveler chaque année leur carte de séjour et des fois ils l'obtiennent pas", a-t-elle déclaré. Enfin, Bochra Bel Haj Hmida a précisé que l'ajout du nom de la mère pour l'enfant sera facultatif. L'enfant, atteignant la majorité civile, peut le faire en signe de reconnaissance à sa mère. "Il est hors de question d'enlever le nom du père comme ça été véhiculé par certains, c'est insensé", a-t-elle martelé.



22-01-2018
mosaïquefm

Installation d'un hôpital à la prison de la Rabta

Une unité hospitalière sera mise en place à la prison Rabta. Cet établissement fournira les soins et l'encadrement psychologique des détenus. Les garanties déontologiques de la santé et des droits de l'homme. Le ministère de la santé a indiqué dans un communiqué que cet établissement offrira aussi les conditions de travail sécurité.



23-01-2018
shemsfm

L'instance nationale de lutte contre la traite des personnes met un numéro vert

L'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes a lancé, mardi, parallèlement avec l'inauguration de son siège à la place Pasteur à Tunis, un numéro vert (le 80104748) mis, dès aujourd'hui, à la disposition des victimes et des personnes qui désirent signaler des cas de traite de personnes. Le ministre de la justice, Ghazi Jribi a souligné, dans une déclaration aux médias que l'inauguration du siège de l'instance coïncide avec l'anniversaire de l'abolition de l'esclavage en Tunisie, le 23 janvier 1846, mettant l'accent sur l'importance du rôle dévolu à cette institution qui constitue, selon lui, un nouvel acquis dans le domaine des droits de l'homme en Tunisie.

مقالات باللغة العربية



23-01-2018
سليم العجرودي
alchourouk

بسبب استقطاب رياضيينها من تيارات تكفيرية: «رقابة صارمة» على جامعات وجمعيات الرياضات القتالية

علمت «الشروق» ان وزارة الشباب والرياضة قررت تكثيف الرقابة على الجامعات والجمعيات المختصة في الرياضات القتالية بعد ورود تقارير أمنية موثقة حول تصاعد استقطاب ممارسي هذه الرياضات من طرف الجماعات التكفيرية. وكانت وزيرة الشباب والرياضة ماجدولين الشارني صرّحت أمام مجلس نواب الشعب تحدثت عن التحاق بطلين رياضيين في رياضات قتالية بتنظيم «داعش» الارهابي. وفي هذا الاطار فإن وزارة الشباب والرياضة قررت تكثيف الاعمال الرقابية على مختلف الجامعات والجمعيات الرياضية سيما منها المختصة في الرياضات القتالية ومزيد الاحاطة بها وربما بعث جهاز رقابي خاص بها قد يضم ممثلين عن جهات أمنية مختصة. ويأتي هذا القرار في ظل تأكيد تقارير ادارية وأمنية موثقة حول سهولة استقطاب ممارسي الرياضات القتالية من طرف التيارات التكفيرية والجماعات الارهابية وهناك رياضيون تونسيون قتلوا في صفوف تنظيم «داعش» و«جبهة النصرة» الارهابيين في سوريا والعراق.



23-01-2018
shemsfm

وزارة الشؤون الدينية: 'الشخص الذي ألقى عليه القبض ليس بإمام خطيب ولا يمت للوزارة بصلة'
أوضحت وزارة الشؤون الدينية في بيان لها اليوم الثلاثاء، أن "الشخص الذي ألقى عليه القبض ليس بإمام ولا يمت للوزارة بصلة، بل هو ممن قاموا بالإستيلاء على أحد المنابر بعد الثورة دون وجه حق، وذلك على خلفية ما نشرته بعض وسائل الإعلام، أمس الإثنين، خبرا مفاده إلقاء القبض على إمام خطيب مفتش عنه بجهة سكرة في علاقة بالإرهاب"، وقالت الوزارة إنها "استرجعت منذ سنة 2014 الجامع المعني وعينت إماما على منبره يخضع لإشرافها".




23-01-2018
mosaiquefm

العبيدي: لم نسجل حالات اتجار بالأعضاء البشرية في تونس
صرّحت رئيسة الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص روضة العبيدي لموزاييك اليوم الثلاثاء 23 جانفي 2018 أن لا وجود لوضعيات تتعلق بظاهرة الاتجار بالأعضاء البشرية في تونس وظاهرة الاستغلال الاقتصادي في صدارة الإشعارات الواردة على الهيئة. وأعلنت العبيدي عن إطلاق الرقم الأخضر للهيئة وذلك إثر تسلم الهيئة لمقرها الرسمي بالعاصمة بالتزامن من إحياء تونس الذكرى 172 لإلغاء العبودية الموافقة للـ23 من جانفي 1846.

Le 22-01-2018

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
 <p>22-01-2018 I.N businessnews</p>	<p>Dégâts sur la voie publique : Augmentation des amendes</p> <p>Le gouvernement a décidé de réviser les amendes administratives relatives aux dégâts faits aux biens publics et aux routes. Des amendes qui seront automatiquement augmentées de 10% tous les 5 ans. La loi entrera en vigueur 2 mois, jour pour jour, à partir de la date de sa publication au JORT. Ainsi, on apprend que les automobilistes qui stationneront leurs véhicules dans des endroits qui ne leur sont pas dédiés, non-autorisés ou qui gêneraient la circulation se verront infliger une amende de 200 ou 300 dinars. Ceux qui laisseront leurs véhicules ou leurs épaves dans la voie publique, à but lucratif ou non, devront payer une amende de 500 dinars. Ceux qui versent de l'huile ou des produits dangereux dans la rue, dans les installations d'évacuation des eaux de pluie, dans les espaces verts ou dans tout endroit public, auront droit à une amende de 600 dinars. Ceux qui jeteront des eaux usées sur la route ou dans des installations d'évacuation des eaux de pluie devront payer, quant à eux une amende de 400 dinars. Ceux qui construiront des ralentisseurs, sans autorisation, écoperont d'une amende de 1.000 dinars. Ceux qui endommageront les routes (creuser afin de faire passer des câbles ou autres), auront 100 dinars d'amende pour chaque mètre. Il en est de même pour le passage non-autorisé de canaux d'irrigation sur la route, avec 100 dinars d'amende pour chaque mètre. Ceux qui construisent des bâtiments ou des kiosques à journaux, sans autorisation, écoperont de 100 dinars d'amende pour chaque m2. Une amende de 300 dinars sera infligée à tout vendeur de fruits ou légumes ou autres, par un moyen de transport ou autre, sans autorisation, sur la route. Toute dégradation qui touchera les biens publics sera sanctionnée. Ainsi, pour la destruction d'un poteau électrique, les malfaiteurs devront payer</p>

une amende de 2.000 dinars pour chaque poteau endommagé. La même amende est appliquée à ceux qui se connecteront illicitement au réseau électrique. Les contrevenants devront payer 400 dinars par bien pour la destruction d'ampoules, de pierres kilométriques ou tout équipement de l'Etat. L'amende montera à 1.000 dinars pour les dégâts subis par les panneaux de signalisation et 100 dinars pour chaque mètre détérioré des glissières de sécurité. Ceux qui déverseront leurs déchets, quels qu'ils soient, devront payer 1.000 dinars d'amende. Les amendes toucheront aussi le monde de la publicité. Ainsi, ceux qui mettront des panneaux publicitaires ou colleront des affiches publicitaires, sans autorisation, écoperont d'une amende de 300, 1.000 ou 2.000 dinars, selon le délit. Ces différentes amendes ont été notifiées dans le décret gouvernemental N°59 du 16 janvier 2018 publié dans le JORT N°6 du 19 janvier 2018, signé par les ministres des Finances ainsi que de l'Equipement, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire, respectivement, Ridha Chalghoum et Mohamad Salah Arfaoui.

AL HUFFINGTON POST

MAGHREB - TUNISIE

22-01-2018

Rihab

Boukhayatia

[huffpostmaghreb](http://huffpostmaghreb.com)

[b](#)

172 ans après l'abolition de l'esclavage, d'autres formes de servitudes subsistent toujours

Comme chaque 23 janvier, la Tunisie commémore l'anniversaire de l'acte beylical ayant aboli l'esclavage en Tunisie. L'expérience tunisienne de l'éradication de l'esclavage de 1841 à 1846 a été inscrite, en novembre 2017, au "registre de la Mémoire du monde" de l'UNESCO. 172 ans après, le marché des esclaves de jadis a disparu, mais le racisme envers les noirs en Tunisie est un mal d'actualité. La discrimination raciale gangrène toujours le pays. Pour l'enrayer, le conseil des ministres a adopté un projet de loi sur la discrimination raciale. D'autres formes d'esclavagisme et d'autres marchés ont vu le jour également. L'esclavage moderne prend d'autres visages sous la dénomination de la traite des personnes.



20-01-2018

[mosaïquefm](http://mosaïquefm.com)

Cherni: les adhérents aux sports de combats, cible des terroristes

Majdouline Cherni, ministre de la jeunesse et des sports a indiqué lors d'une séance d'écoute à l'ARP que deux champions sportifs ont rejoint l'organisation terroriste Daech. Les sportifs pratiquant un sport de combat sont la cible d'embrigadement, a ajouté la ministre. Une réunion a eu lieu avec les présidents des fédérations des sports de combats pour multiplier les contrôles et pour protéger cette catégorie de sportifs, a fait savoir Cherni.



21-01-2018

[shemsfm](http://shemsfm.com)

Abir Moussi appelle à écarter de la scène politique tous les partis et associations à référence religieuse

La présidente du parti destourien libre (PDL), Abir Moussi, a invité, dimanche, "les partis centristes et modernistes à écarter de la scène politique tous les partis et associations à référence religieuse". "Nous appelons les différents partis politiques en Tunisie à écarter de la scène politique les partis et associations à référence religieuse, parce qu'ils constituent une menace pour la civilité de l'Etat", a-t-elle expliqué au cours d'une rencontre de réflexion sur l'Islam politique et l'Etat civil. "Nous les invitons, en outre, à soutenir notre appel à classer les

partis politiques en fonction de leurs identités et orientations politique et idéologique”, a-t-elle ajouté. Abir Moussi a, en outre, appelé à préserver le caractère civil de l’Etat et à réviser le cadre organisant les partis politiques et les associations. Il y des parties au pouvoir, a-t-elle dit, qui sont étroitement liées, historiquement et organiquement, avec l’organisation des Frères musulmans. Une organisation qui, a-t-elle dit, ne reconnaît pas le caractère civil de l’Etat et est connue pour son “projet obscurantiste” et ses liens avec le terrorisme. La réalité politique montre, en effet, qu’il existe en Tunisie des partis politiques qui admettent, ouvertement, ne pas reconnaître la Constitution et la loi positive, a-t-elle relevé. Et d’ajouter que malgré cela, ils sont présents sur la scène politique et leurs activités bénéficient d’une couverture médiatique plus large que celle dont bénéficient les partis défendant le caractère civil de l’Etat. A une question sur la reconversion d’Ennahdha en parti civil et non religieux, Abir Moussi a estimé que les déclarations des dirigeants d’Ennahdha ne sont, en fait, que du “marketing”. Il n’y a aucun document qui fait état de la séparation entre le religieux et le politique, selon elle.

مقالات باللغة العربية



22-01-2018

ايمان بن عزيزة

[alchourouk](http://alchourouk.com)

بسبب الظهور الإعلامي والإساءة إلى المحاماة:إحالة هؤلاء على مجلس التأديب

علمت «الشروق» أن رئيس الفرع الجهوي للمحامين بتونس قرر إحالة عدد من المحامين وهم كل من منير بن صالحه وفتحي المولدي وسيف الدين مخلوف ونزار عياد وأنيس بن ميم على أنظار مجلس التأديب التابع للهيئة الوطنية للمحامين وذلك بسبب الظهور الإعلامي والإساءة إلى مهنة المحاماة. وحسب ما توفر لـ«الشروق» من معطيات فإن قرار رئيس الفرع يعود إلى ظهور المعنيين بالأمر بوسائل الإعلام المتكرر في مخالفة للقانون الداخلي المنظم لمرسوم المحاماة دون الحصول على إذن مسبق من عميد المحامين وقد أسأوا إلى المحامين وهو ما يتنافى وأخلاقيات المهنة.

ونشير إلى أن الإحالة على مجلس التأديب هي من الاختصاص الحصري لرئيس الفرع الجهوي للمحامين كما يحضر رئيس الفرع الجهوي الصادر عنه قرار الإحالة بالجلسة التأديبية، وله تقديم ملحوظاته وبيان أسباب الإحالة.

وهنا أشار مصدر قانوني لـ«الشروق» إلى أن الفرع الجهوي للمحامين كلما تفتن إلى كل ما من شأنه أن يمس من هيبة المحاماة ويتعارض وأخلاقيات المهنة فإنه ملزم بالتدخل واتخاذ القرارات اللازمة ضد المحامين المعنيين بالأمر حفاظا على شرف المهنة.

إجراءات التأديب

نص الفصل 67 من مرسوم المحاماة على أنه "يؤخذ تأديبيا المحامي الذي يخل بواجباته أو يرتكب ما ينال من شرف المهنة أو يحط منها بسبب سلوكه فيها أو سيرته خارجها".

ويختص بالتأديب مجلس يتركب من العميد، رئيسا والكاظم العام للهيئة الوطنية، مقررا ورئيس الفرع الجهوي المنتمي إليه المحامي المحال على المجلس وأربعة من أعضاء مجلس الهيئة المنتخبين على المستوى الوطني الأقدم في المهنة وعند التساوي فالأكبر سنا وخمسة أعضاء ينتخبهم مجلس الهيئة الوطنية في بداية مدته النيابية من قائمة لا يقل عددها عن العشرين يقترحها العميد والكاظم العام وأمين المال من غير المحامين المتحملين مسؤولية داخل هياكل المهنة، وتشتترط فيهم الشروط المقررة للترشح لخطة العمادة.

ويحجر على الأعضاء الخمسة المذكورين الترشح إلى هياكل المهنة في المدة النيابية الموالية.

ويمارس مجلس التأديب سلطته في جلسات سرية بحضور نصف أعضائه على الأقل ويصدر قراراته بأغلبية الأصوات. ولا يشارك رئيس الفرع المعني في التصويت.

ويكون صوت العميد مرجحا عند تساوي الأصوات.

نص الفصل 68 من المرسوم على أنه : تسلط على المحامي إحدى العقوبات التأديبية التالية إما الإنذار أو التوبيخ أو الحط من قسم التعقيب إلى الاستئناف أو الإيقاف المؤقت عن ممارسة المهنة لمدة لا تتجاوز عامين أو التشطيب على الاسم من جدول المحامين لمدة لا تتجاوز ثلاث سنوات كما يمكن محو الاسم من الجدول بصفة نهائية ويجوز لمجلس التأديب الإذن بالإنفاذ العاجل وذلك عندما يقرر الإيقاف المؤقت أو التشطيب أو المحو.

الأضواء.. «تحرق» المحامي

لئن عرف المحامون باستقلاليتهم وحريرتهم في الإدلاء بتصريحات إعلامية كلما استدعى الأمر ذلك إلا أن ظهورهم بوسائل الإعلام له ضوابط وحدود حتى لا يجعلهم ظهورهم الإعلامي محل مساءلة من الهياكل المهنية وهنا أوضح مصدر قانوني لـ"الشروق" أنه لا يمكن إقصاء المحامي من المشهد الإعلامي بل إن ظهوره إعلاميا مهم جدا وذلك لنشر ثقافة قانونية وتوضيح المسائل المطروحة قضائيا للرأي العام ولكن لا يجب أن يكون ذلك الحضور بصفة متكررة لتحقيق الشهرة على حساب زملائهم أو لتحقيق منافع شخصية وحتى لا "تحرقهم" الأضواء.

وفي جانب آخر حمل مصدرنا المسؤولية لوسائل الإعلام بدفع المحامي الى خرق أخلاقيات المهنة إذ لضمان نسبة مشاهدة أو استماع عالية يعتمد استضافة محام مشهور أو يختار محامين لهم انتماءات سياسية مختلفة ويجعلهم في مواجهة "حادة" تجعلهم مباشرة عرضة للنتبع من قبل الفرع.



22-01-2018
shemsfm

سجن الرابطة يتجه نحو إحداث مؤسسة استشفائية للصحة السجنية

تطرق اللقاء الذي جمع، اليوم الاثنين، وزير الصحة، عماد الحمادي، بمسؤولين من وزارة الصحة ومن الإدارة العامة للسجون والإصلاح، إلى آليات التنسيق التي يتعين وضعها من أجل إحداث مؤسسة استشفائية للصحة السجنية بسجن الرابطة. وتوفر هذه المؤسسة الاستشفائية، وفق ما جاء في بلاغ إعلامي لوزارة الصحة، العلاج والاحاطة النفسية بالمساجين مع ضمان الاخلاقيات الطبية وحقوق الانسان، علاوة على توفير ظروف العمل الامنة. وقد تم الاتفاق، خلال الجلسة، على تكوين لجنة فنية مشتركة لمتابعة الجوانب القانونية والطبية واللوجستية لهذه المؤسسة.

حملة أمنية واسعة بصفافس وإيقاف 156 شخصا بينهم مشتبه بالارهاب

تواصل الوحدات الأمنية بصفافس منذ الساعة الخامسة مساء والى غاية منتصف الليل تنفيذ حملة أمنية واسعة على كامل مرجع نظر إقليم الأمن بصفافس. وفي حصيلة أولية والى غاية الساعة التاسعة مساء، تم إيقاف 144 نفرا مفتش عنهم لجهات أمنية وقضائية، كما تم إيقاف شخص مفتش عنه بشبهة الانتماء إلى تنظيم إرهابي إلى جانب إيقاف 11 نفرا من أجل قضايا عدلية مختلفة. كما تم احباط عملية هجرة غير شرعية كانت ستنتقل من سواحل صفافس وإيقاف شخصين خلالها مع حجز مبلغ مالي . وتم تدوين عديد المحاضر العدلية والمخالفات المرورية الى جانب حجز مواد غير صالحة للاستهلاك والسلك الفاسد، حسب مراسلنا بالجهة.



22-01-2018
mosaiquefm